

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

ARRÊTÉ PERMANENT
PORTANT RÉGLEMENTATION DE RESTRICTION TEMPORAIRE DE LA
CIRCULATION SUR LE RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL
LORS D'ÉVÉNEMENTS IMPRÉVISIBLES
hors agglomération

A.D. n° 2017/1664

Le Président du Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne

VU le Code de la route,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la sécurité intérieure,

VU le Code de l'environnement,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie – signalisation temporaire),

VU le Règlement départemental de voirie adopté le 2 mars 2009,

VU le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation,

VU l'avis de Monsieur le Préfet, au titre des routes à grande circulation, en date du 19 juillet 2017,

CONSIDERANT que lors des phénomènes imprévisibles affectant le réseau routier départemental hors agglomération, il est nécessaire de mettre en place des restrictions de circulation de façon urgente,

SUR proposition de Monsieur le Directeur de la Voirie et de l'Aménagement,

- ARRÊTE -

Article 1

Les agents de la Direction de la Voirie et de l'Aménagement chargés de la surveillance et de l'exploitation du réseau routier départemental sont autorisés, dans les cas visés à l'article 2 du présent arrêté, à mettre en place des interruptions temporaires de circulation par alternat ou coupure totale d'une durée inférieure ou égale à 5 jours.

Au-delà de cette période, le maintien des restrictions de circulation ne pourra être réalisé qu'après l'établissement d'un arrêté spécifique.

2017/1233

Article 2

Afin d'assurer la sécurité des usagers, des restrictions de circulation telles que précisées dans le présent arrêté sont nécessaires, principalement, dans les cas suivants :

➤ Risques réseaux :

- routiers (accidents, ...)
- aériens,
- ferroviaires
- réseaux distribution (électricité, gaz, télécommunications, eau, ...)

➤ Risques naturels :

- mouvements de terrain,
- feux de forêt,
- inondations,
- neige, verglas, pluies verglaçantes,
- orage, grêle,
- tempête ;

➤ Risques technologiques :

- barrages,
- bâtimentaires,
- industriels,
- nucléaire, radiologique et chimique (y compris le transport) ;

➤ Risques sanitaires :

- épizootie,
- canicule,
- pollution de l'air,
- pandémie ;

➤ Risques sociaux :

- grands rassemblements (politique ou sportif),
- mouvements sociaux ;

➤ Menaces terroristes :

- attentat conventionnel,
- attentat Nucléaire, Radiologique, Bactériologique, Chimique ou Explosive (NRBCE).

Article 3

En cas de nécessité de mise en place d'un alternat de circulation, les mesures suivantes seront imposées :

- la vitesse sera limitée à 50 km/h au droit du chantier.
- il sera interdit de dépasser au droit du chantier.

Selon les besoins, laissés à l'appréciation de la Direction de la Voirie et de l'Aménagement, la circulation sera alternée par panneaux B15 et C18 sous réserve de la limite d'utilisation de ce dispositif (sauf sur routes à grande circulation) ou réglée manuellement par piquets K10 ou au moyen de feux tricolores, sous réserve :

- que la longueur du sas n'excède pas :
 - 300 m pour un trafic inférieur à 3 000 véhicules/jour,
 - 200 m pour un trafic compris entre 3 000 et 8 000 véhicules/jour,
 - 100 m pour un trafic supérieur à 8 000 véhicules/jour ;
- de l'absence de file d'attente importante (attente supérieure à 3 mn).

Dans cette dernière éventualité, l'alternat par feux serait interrompu et la circulation réglée manuellement par piquets K10 jusqu'à ce que le flux soit revenu à un niveau ne provoquant plus de files d'attente importantes.

Les restrictions prévues à l'article 3 du présent arrêté pourront être imposées individuellement ou cumulées, sur décision de la Direction de la Voirie et de l'Aménagement.

Article 4

En cas de nécessité de coupure totale de la circulation, une déviation sera mise en place par l'intermédiaire, autant que possible, de routes départementales aux structures appropriées.

Lorsque la déviation emprunte des voies communales, elle ne pourra devenir effective qu'après l'établissement d'un arrêté conjoint entre le Président du Conseil Départemental et le ou les Maires concernés.

Article 5

La mise en oeuvre de restrictions de la circulation prévues dans le cadre du présent arrêté donne immédiatement lieu à une information systématique par tout moyen approprié :

- ✓ aux forces de l'ordre,
- ✓ aux forces de secours,
- ✓ aux municipalités concernées,
- ✓ à la Direction de la Voirie et de l'Aménagement
- ✓ à la Direction Départementale des Territoires.

Cette information précise la nature, la durée, la localisation et la motivation de cette décision de police de la circulation.

Article 6

La mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire seront assurées par les soins des subdivisions départementales concernées.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés lorsque la cause de la restriction de circulation aura disparu et que la sécurité des usagers sera assurée.

Article 7

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8

L'arrêté départemental n° 2012-1475 du 18 juillet 2012 portant réglementation de restriction temporaire de la circulation sur le réseau routier départemental lors d'événements imprévisibles est abrogé.

Article 9

- Monsieur le Directeur de la Voirie et de l'Aménagement,
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans le Recueil des Actes Administratifs du Conseil Départemental et dont une copie sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Tarn-et-Garonne,
- Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.

A Montauban,

Le

24 OCT. 2017

Le Président,

Christian ASTIER